

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



L'élargissement de l'Union européenne, enjeux sur les relations avec la Russie.

Mémoire de géopolitique

du **Commandant Dominique Tardif**

dans le cadre du séminaire "Géopolitique de l'Union européenne".

Directeur : Monsieur Pierre VERLUISE

Mars 2005

PREAMBULE

L'élargissement de l'Union européenne a poussé sa frontière orientale jusqu'aux portes de la Russie. Avec l'intégration d'anciens Etats du pacte de Varsovie et de l'URSS, Bruxelles doit redéfinir ses relations avec le Kremlin. L'exercice s'avère complexe car la nature de la Russie est polymorphe et la construction politique de l'Union européenne s'empêtre dans ses balbutiements. En fait, au-delà de la Politique européenne de voisinage (PEV), officiellement définie, ce sont surtout les nations de l'Europe occidentale qui, par leurs relations bilatérales historiques avec la Russie, donnent les principales impulsions.

Alors que Moscou assiste avec une certaine amertume à une perte d'influence dans l'Europe centrale, l'Allemagne semble tirer son épingle du jeu en recouvrant son ancienne sphère d'influence en Europe centrale. Ce déplacement vers l'est du centre de gravité de l'Union européenne entraîne également de nouveaux équilibres au sein même de l'Europe¹ qui ne sont pas sans conséquences sur les rapports avec la Russie. En conséquence, les relations germano-russes deviennent déterminantes dans la politique étrangère européenne vis-à-vis de Moscou. Suite à l'élargissement de l'Union européenne, la France semble accuser un recul. Pour autant, Paris conserve des cartes à jouer, notamment dans ses relations avec la Russie, son meilleur allié étant paradoxalement les Etats-Unis qui ne pourront pas supporter un trop grand rapprochement entre Berlin et Moscou.

En outre, la Russie n'entend pas entretenir des relations exclusives avec l'Europe et affiche un vif intérêt sur son débouché asiatique très prometteur.

La complexité de la Russie exige une étude détaillée de sa nature. De cette analyse émergent les grands principes géopolitiques russes qui forcément déterminent le type des relations que Moscou peut entretenir avec l'Europe. Enfin, l'identité politique de l'Union européenne n'étant pas affirmée, l'étude des jeux géopolitiques internes à l'Europe apporte des éléments pour mieux évaluer les futurs rapports entre Bruxelles et Moscou.

SOMMAIRE

- 1 LA RUSSIE, UN ETAT ATYPIQUE**
- 2 VISION GEOPOLITIQUE RUSSE**
- 3 L'UNION EUROPEENNE : QUELLE GEOPOLITIQUE ?**

¹ Pour ce mémoire le terme « Europe » sera utilisé indifféremment avec « Union européenne » et portera la même signification.

1 LA RUSSIE, UN ETAT ATYPIQUE

1.1 Historique de la Russie

1.1.1 Origines de la Russie

A ses origines, le grand-duché de Moscovie n'est qu'un Etat modeste au moment où Ivan III (1462-1505) monte sur le trône après deux siècles et demi de domination mongole. Mais le déclin de la Horde d'Or et l'introduction de l'artillerie permettent de refouler pour toujours les nomades des steppes. Au début du XVII^{ème} siècle, les cosaques ont atteint le Pacifique, tandis que l'Etat russe, après avoir cherché à s'étendre au nord, porte ses efforts à l'ouest avec Pierre le Grand (1682-1725). La Russie devient une puissance au temps de Catherine II (1762-1796), avec une double expansion menée contre les Tatars en Crimée et contre la Pologne à l'ouest. La mer Noire cesse d'être un lac ottoman et la Russie pèse en Europe.

Au XIX^{ème} siècle, la Russie poursuit son expansion des Dardanelles au Tibet en établissant quatre fronts :

- l'ouest européen avec l'annexion de la Finlande (1809), de la région de la Moldavie et de l'Ukraine (1812) et d'une partie supplémentaire de la Pologne disparue de la carte en 1795 ;
- le Caucase où la Russie s'empare de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie aux dépens de l'Iran (1828) ;
- l'Asie centrale, où le Kazakhstan est investi (1846) avant le Turkestan pour lequel un protectorat est imposé (1873) ;
- enfin, en Extrême-Orient, où 2,5 millions de km² sont annexés sur la Chine par des traités inégaux (1860).

Cependant, malgré une formidable croissance démographique qui fait d'elle un des pays les plus peuplés du monde, la Russie reste industriellement arriérée. L'Etat demeure gouverné par des autocrates relativement peu éclairés et par une caste aristocratique et militaire foncièrement conservatrice. Le pays essuie un désastre en 1904-1905 contre le Japon en Mandchourie et sur mer à Tsushima. Des troubles éclatent à Saint-Pétersbourg. Les réformes de 1905-1913 paraissent redonner dynamisme à l'Empire au moment où éclate une guerre aux conséquences considérables : le régime tsariste s'effondre en 1917 dans un pays économiquement épuisé et socialement en ébullition. C'est alors l'aventure du communisme avec ses succès et surtout ses atrocités qui laissent, à la fin du XX^{ème} siècle, un pays exsangue et désespéré.

1.1.2 Faits récents

Au lendemain du traité de Brest-Litovsk (1918), l'Union soviétique conserve l'ensemble des territoires conquis par les tsars au cours de l'histoire, à l'exception de sa frontière ouest avec la création de l'Etat polonais, des pays baltes et l'indépendance de la Finlande. Le Caucase est réinvesti dès 1921.

Cependant, la victoire sur le nazisme en 1945 permet à l'URSS une nouvelle progression vers l'ouest en déplaçant sa frontière avec la Pologne au détriment de l'Allemagne qui se voit amputée d'une bande sur la partie est de son territoire, la Silésie. L'Union soviétique prend même possession d'une partie de la Prusse-Orientale et annexe les pays baltes. De surcroît, l'avance des troupes soviétiques permet la constitution d'un glacis considérable en Europe centrale : Pologne, Allemagne de l'est, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie. Seule l'Autriche occupée pendant une décennie pourra retrouver son indépendance (1955) en échange de sa neutralisation.

Si les réalisations spatiales et l'acquisition de l'arme nucléaire permettent à l'URSS de rehausser le prestige de son système, le régime soviétique répressif ne peut se prévaloir de réussites en politique intérieure. L'ordre maintenu par la force et la terreur n'aboutit qu'à l'effondrement de cet empire, en 1991, avec un recul catastrophique de la Russie. Toute la périphérie de cette fédération s'effrite. De l'Ukraine, berceau slave par excellence, aux pays du Caucase, des vellétés d'indépendance, soutenues par l'Occident, tendent à s'affirmer.

La première expérience post-soviétique de la Russie se déroule sous la coupe de Boris Eltsine. Après l'effondrement de l'URSS, ce nouveau chef du Kremlin s'est lancé éperdument dans une politique de libéralisation. Malheureusement, cette déréglementation de l'économie et l'évolution des mœurs ont véritablement semé l'anarchie. Entre ceux qui se sont enrichis et la grande majorité de la population qui essaie de survivre, le fossé demeure profond.

L'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine marque un certain tournant dans la politique russe. **Ce Président tente de redonner espoir et fierté à son peuple.** Il valorise clairement les forces armées qui avaient été délaissées et veut asseoir son autorité sur l'ensemble de la fédération, raison pour laquelle, la guerre en Tchétchénie est menée. Ces méthodes ne respectent pas toujours les grands principes prônés par les démocraties occidentales mais se veulent efficaces. Le Président Poutine a instauré un régime ferme et volontaire dans l'optique de rétablir l'autorité de l'Etat. A cet égard, la situation des médias russes suscite des inquiétudes car la presse audiovisuelle reste largement contrôlée par Moscou. Certaines républiques ont quasiment réduit à néant la presse indépendante. Sans atteindre ses mesures

extrêmes, bien souvent des journalistes subissent des pressions qui les empêchent de mener leurs investigations.

1.2 Immensité géographique de la Russie

Depuis des siècles, et quel qu'ait été son régime, la Russie a été le plus grand pays du monde (voir carte n°1). Catherine II se plaisait à dire que : « La Russie n'est pas un pays, c'est un univers ». Sans aller jusque là, force est de reconnaître que la Russie constitue au moins un pays continent, voisin dans ses dimensions de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud.

L'Union soviétique occupait jadis un sixième de notre planète. La Russie d'aujourd'hui a retrouvé les frontières de la première moitié du XVII^e siècle. Elle constitue un immense bloc pratiquement d'un seul tenant (excepté Kaliningrad) qui représente 11% des terres émergées du globe. Ce pays continent s'étend de la frontière polonaise au Kamtchatka sur près de 9.000 km pour une largeur maximale de 3.000 km. Par rapport à l'URSS, elle est un peu plus « européenne ». En effet, la partie occidentale, Oural compris, représente désormais 25,3% de la surface totale, contre 24% auparavant. Mais elle est encore plus décalée vers le nord. Alors que le territoire des Etats-Unis, Alaska exclue, est au sud du 49^{ème} parallèle, près de 91% des terres russes sont au nord du 50^{ème}. Et cela rend ce pays plutôt comparable avec le Canada. En longitude, la Russie s'étend sur quelques 150°, soit 11 fuseaux horaires. Cela signifie qu'il faut autant de temps pour aller de Moscou à Vladivostok que de New York à Moscou.

Cette disposition géographique se traduit par une gamme de climats qui, à l'exception de marges de faible importance, présente toutes les variétés des climats continentaux froids. Les périodes de grand froid suivent un gradient de continentalité d'Ouest en Est. A titre d'exemples, les températures hivernales atteignent - 43°C à Moscou et - 51°C à Novossibirsk. Dans l'Extrême-Orient, même si Vladivostok est pratiquement à la latitude de Marseille, les mers bordières refroidies par le courant de Behring gèlent tous les ans dans leur partie nord et même la mer du Japon est régulièrement prise plusieurs mois par an, jusque dans le golfe de Pierre le Grand (Vladivostok-Nakhoda).

A la veille de son effondrement, l'URSS s'étendait sur 22,4 millions de km² du Borg à la côte pacifique et de l'océan arctique aux contreforts de l'Himalaya et aux abords du désert de Gobi. Avec ses 17.045.400 km², la Russie reste le plus grand pays du monde, même si le territoire a subi une diminution de 24% de sa superficie, essentiellement au sud et à l'ouest. Cette masse continentale, qui doit défendre des frontières d'une longueur exceptionnelle de 67.000 km, comprend 47.000 km de frontières maritimes, soit environ les deux tiers. L'espace russe conserve l'essentiel des caractéristiques soviétiques : **l'immensité d'un état continent,**

la sévérité des conditions de vie et de fantastiques richesses naturelles. Les sous-sols de la Russie enferment essentiellement du pétrole et du gaz. Elle occupe le 7^{ème} rang mondial en matière de réserves pétrolières, localisées à 85% en Sibérie occidentale, l'est de la Sibérie recelant également des réserves pétrolières et gazières très largement inexploitées. La Russie était, en 2002, le deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite. Mais c'est surtout le gaz naturel qui fait de la Russie une puissance énergétique de premier ordre : elle possède en effet le tiers des ressources mondiales en gaz, l'essentiel de ces ressources se situant également en Sibérie occidentale (80%).

Vaste amphithéâtre au relief monotone, la Russie a toujours frappé le voyageur par l'impression d'espace infini, due à la fois aux distances à parcourir pour traverser le pays et à la monotonie que dégagent ses vastes étendues planes. De la frontière biélorusse à Ienisseï, on peut effectuer près de 4.000 km sans jamais dépasser 411 m d'altitude, celle du col de l'Oural qu'emprunte la voie ferrée. Les hautes chaînes montagneuses sont situées à la périphérie et n'offrent guère d'obstacles aux principaux axes de circulation à l'intérieur de la Russie. Ni le Caucase, qui forme une véritable frontière naturelle au sud de la partie européenne, ni les chaînes de Sibérie du Sud et d'Extrême-Orient, n'entravent de grands axes de communication interne. Haute montagne de type plutôt pyrénéen, le grand Caucase forme, il est vrai, une véritable barrière. Du fleuve Mzymta, au droit de l'Adler, au Bazar Diouzi (4.466 m), à 90 km de la Caspienne, le col de la Croix, le plus bas, est à 2.379 m et plusieurs dizaines de sommets culminent à plus de 5.000 m. L'Oural, seule chaîne à couper le pays selon une direction méridionale ne constitue guère qu'une barrière climatique car, sur près de 3.000 km, les sommets arrondis de cette vieille montagne hercynienne, dont le plus élevé culmine à 1.895m, succèdent à des cols très bas, entre 330 et 450 m dans l'Oural moyen.

Dans ces conditions, l'idée d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, chère au général de Gaulle paraît peu pertinente. En effet, ce massif hercynien, conventionnellement admis comme la limite géographique entre l'Europe et l'Asie, ne peut réellement pas constituer un obstacle suffisamment significatif pour séparer deux continents.

Au-delà de la polémique relative à la délimitation des deux continents, il apparaît donc clairement que la Russie se situe à la fois en Europe et en Asie, et elle en constitue la charnière.

En outre, la Russie actuelle est condamnée à être géographiquement bloquée. Aujourd'hui, elle ne dispose plus de débouchés maritimes dégagés des glaces, mise à part la région de Kaliningrad, une petite partie du golfe de Finlande et un tout petit bout de mer d'Azov et de

mer Noire. Ainsi, l'immense Russie n'a plus qu'une façade maritime dérisoire, de quelques kilomètres de long.

1.3 Une économie qui peine à démarrer

Lors de son premier discours à la nation, le Président Poutine a reconnu que la faiblesse de l'économie de la Russie est porteuse du risque de décrochage par rapport aux grandes puissances : « le fossé croissant entre les pays industrialisés et la Russie nous relègue au rang de pays du tiers monde ». Le déclin russe est effectivement vertigineux : le PNB de la Russie représentait, en 2000, 40% de celui de 1990, tandis que la BERD estime que 50% de la population russe vivent en dessous du seuil de la pauvreté. La Russie ne représente donc plus aujourd'hui que 2,5% du PNB mondial en parité de pouvoir d'achat, ce qui la place au dixième rang mondial derrière le Brésil. Quant à son PNB nominal, il équivaut à 5% de celui du Japon. Avec l'Union européenne, le gouffre est énorme, comme le montre le tableau suivant :

	UE à 25	Russie
Population (millions)	455	145
Surface (milliers de km ²)	3 929	17 075
PNB (milliards d'euros)	9 700	383
PNB par habitants (euros)	19 500	2 650
Exportations (milliards euros)	2 650	120
Importations (milliards euros)	2610	67

L'économie russe est essentiellement rentière puisque fondée sur l'exportation des richesses de son sous-sol. Malgré des efforts substantiels, la Russie produit très peu de valeur ajoutée. En matière de consommation et d'équipements, elle est acheteuse des produits de l'Europe occidentale.

Avec la reprise économique entamée au lendemain de la crise financière catastrophique de 1998, les comptes se sont améliorés : la dette extérieure a été réduite de 20 milliards de dollars, la Russie a retrouvé une meilleure notation internationale, le commerce extérieur s'est retrouvé très excédentaire grâce à la hausse du prix des hydrocarbures. La fuite des capitaux a été réduite et les investissements se sont accrus, notamment par le biais de Chypre². Le budget de l'Etat est en excédent depuis trois années et les retards de salaires qui ont constitué la

² Il est à noter que Chypre blanchit l'argent russe alors qu'elle appartient à l'Union européenne. Le règlement de cette dérive risque de créer des tensions entre Moscou et Bruxelles.

hantise des Russes travaillant dans le secteur public durant les années précédentes sont un mauvais souvenir (sauf exceptions pour certaines régions).

Le voisinage d'un géant économique de 450 millions de consommateurs représente pour la Russie des potentialités énormes. Cette dernière réalise 55% de ses échanges avec l'Union européenne, dans des termes qui lui sont largement favorables comme l'indique le tableau qui suit.

Echanges entre la Russie et l'Union européenne à 15								
En milliards d'euros	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Exportations UE→Russie	19,1	15,5	21,1	14,8	19,8	27,8	30,3	33,0
Importations Russie→UE	23,4	27	23,2	26	45,3	47,4	45,5	51,6
Balance commerciale	- 4,3	- 11,5	- 2,1	- 11,2	- 25,5	- 19,6	- 15,2	- 18,6

Depuis l'élection de Vladimir Poutine, la politique russe en matière économique s'appuie sur deux piliers : réformes et ouverture. L'ambitieux programme de réformes adopté en 2000 a conduit à de réels changements qui se traduisent indéniablement par **un développement de l'économie de marché, statut reconnu à la Russie par l'Union européenne en mai 2002.**

1.4 L'environnement, une catastrophe écologique

Le développement industriel du XX^{ème} siècle a conduit à un véritable désastre écologique. Selon un expert, « Nulle société industrielle n'a aussi systématiquement ni si durablement empoisonné sa terre, son air et son peuple »³. A cette liste accablante, il faut rajouter l'eau et les hommes ; la terre russe a été contaminée pendant l'ère communiste par une terrible dévastation écologique. La pollution radioactive, pétrolière et chimique s'est répandue partout, elle est entrée dans la chaîne alimentaire et biologique. L'utilisation du nucléaire s'est faite sans aucune précaution et dans un total dédain des conséquences sanitaires sur la population. L'accident de Tchernobyl fut terrible. Ses deux millions de victimes directes, Ukrainiennes au premier chef, eurent l'infortune de devenir le symbole du mépris dans lequel étaient tenues les populations de l'Empire. Les grandes villes militaro-industrielles engendrent

³ Repris de « Cleaning up the hidden legacy of the soviet regime » de Murray Feschbach.

des pollutions aériennes considérables. En outre, la Russie compte 550 000 km d'oléoducs et de gazoducs. Pour la seule année 1991, on recensa 29 000 ruptures. Chaque jour se produisent deux accidents importants qui conduisent à des fuites majeures de produits pétroliers qui s'infiltrent dans la terre. Les trois quarts des eaux de surface de la Fédération de Russie ont été gravement pollués.

L'activité industrielle russe a toujours négligé les considérations écologiques et laisse aujourd'hui un pays profondément affecté par les diverses pollutions. Alors que les conséquences sur l'état sanitaire de la population sont manifestes, **la situation demeure à courte échéance irréversible** ; la nature exige du temps pour retrouver son équilibre et l'industrie nécessite de très lourds investissements pour limiter ses effets néfastes. Cependant, Moscou s'est engagé à améliorer la propreté de son outil industriel et a, dans ce sens, ratifié le traité de Kyoto le 22 octobre 2004.

1.5 Le pouvoir russe – une reprise en main

A la tête du pouvoir exécutif se trouve le président élu pour 4 ans au suffrage universel et rééligible une seule fois. Il nomme le Premier ministre, qui assure le haut commandement des armées et qui supervise la politique étrangère. Le Parlement, ou Assemblée Fédérale, comprend le Conseil de la Fédération, chambre haute, et la Douma, chambre basse qui prépare et adopte les lois.

Le traité de la fédération russe, signé le 31 mars 1992, ainsi que la constitution du 12 décembre 1993 reconnaissent 21 républiques, 6 territoires, 49 régions et 1 région autonome juive, 10 districts et, enfin, 2 villes fédérales (Moscou et Saint-Petersbourg). Le contrôle des richesses naturelles ainsi que l'exercice des relations politiques et économiques internationales sont décentralisés. En revanche, Moscou conserve des fonctions régaliennes comme la politique extérieure et de défense ou la politique monétaire, fiscale et budgétaire.

L'arrivée de Vladimir poutine au pouvoir s'est traduite par une rupture avec les années Eltsine. L'appellation du principal parti politique aujourd'hui en Russie, entièrement dévoué à Vladimir poutine, « Russie unie », est révélatrice de l'ambition actuelle de la politique développée par le chef du Kremlin : **une Russie forte**. Le bilan très négatif, de dix ans de réformes infructueuses, dressé en 1999 dans le décret portant concept de la sécurité nationale de la Fédération russe, dessine en creux les priorités politiques du Président Poutine : « L'organisation insuffisante du pouvoir étatique et de la société civile, la polarisation sociopolitique de la société russe [...] l'affaiblissement du système de réglementation et de contrôle étatique, une base juridique imparfaite et l'absence d'une

véritable politique d'Etat dans le domaine social ». Le renforcement de l'Etat est placé au cœur de toutes les réformes avec, pour instrument majeur, « la dictature du droit », slogan de la campagne électorale de 2000. En fait, le Président Poutine a entrepris l'instauration de ce qu'il appelle la « verticale du pouvoir », au sommet de laquelle se trouve le politique. Cette démarche restructure en profondeur le pouvoir en Russie qui est caractérisée par une organisation horizontale du triptyque formé par le politique, le bureaucratique et l'oligarque⁴. Il s'agit, plus précisément, de transformer les hommes politiques régionaux en bureaucrates placés sous le pouvoir central. Par certains aspects, cette politique intérieure ferme ne semble pas convergente avec les principes qui ont fondé l'Union européenne. D'ailleurs, Vladimir Poutine se plaît à rappeler à ses interlocuteurs que : « le peuple russe possède une longue tradition de tsars forts ». Récemment, lors d'un sommet au Chili en novembre 2004, le président Poutine avait gratifié G.W. Bush d'un petit exposé de vingt minutes sur les bienfaits de la gouvernance à poigne, de Pierre le Grand à Staline. Dans un livre d'entretien⁵, Vladimir Poutine s'est livré avec une grande facilité sur l'énumération de tous les avantages que présente une monarchie. Certains observateurs s'inquiètent de cette forme de gouvernance et vont jusqu'à la qualifier de « régime de type dictatorial, porté sur l'impérialisme comme le montre l'écrasement des Tchétchènes dans une guerre de type coloniale. »⁶

1.6 Les ambiguïtés de la Russie

La nature profonde de la Russie, que l'on devine marquée par son voisinage asiatique, en dépit d'un fort ancrage du peuplement à l'ouest, demeure méconnue. L'intérêt de l'Europe pour la Russie est récent. Il s'agit dans les premiers temps de relations éclairées d'aventuriers du XVIII^{ème} siècle qui demeuraient cependant marginales dans l'Europe des Lumières. Les effets de l'invasion et de l'influence mongole sur une Russie émergente et encore dépourvue d'une identité culturelle affirmée, ont affecté la Russie en profondeur. Ses racines scandinaves dues à l'apport des « rus » issus des dures tribus Varègues⁷, au IX^{ème} siècle, se sont largement imprégnées d'un héritage asiatique puissant et déjà structuré politiquement et dont l'influence perdurera tout au long de l'histoire de la Russie.

⁴ Il s'agit du triptyque du pouvoir russe identifié par Marie Mendras, chercheur au CNRS et au Centre d'études des relations internationales.

⁵ « A la première personne », livre d'entretien rédigé par Natalia Gevorkian.

⁶ Propos recueilli par M. Verluise auprès de Stefan Wilkaniwicz président de la fondation pour la culture chrétienne Znak, mensuel polonais destiné aux milieux intellectuels.

⁷ Ce sont des Vikings suédois, issus de l'expansion scandinave du IX^{ème} siècle vers l'est, constitués en clans parmi lesquels le clan des « rus », berceau de la dynastie des princes russes. L'illustre fondateur, Riourik, s'empara de Nongorod vers 860 ; ayant réuni les tribus slaves, il est considéré comme le fondateur du premier Etat russe.

L'immensité de son territoire et ses richesses considérables font de la Russie une véritable puissance du continent eurasiatique. Bien que celle-ci ait adopté les principes de l'économie de marché, elle demeure relativement imperméable au monde extérieur.

En outre, la question récurrente de la « démo-compatibilité » russe reste posée. Il est irréaliste de penser que la Russie puisse parvenir en quinze ans au bout du chemin parcouru par les grandes démocraties occidentales en un siècle. Les mesures prises au sortir de la période soviétique n'ont pas contribué à la promotion de la démocratie, la liberté civile et politique s'étant accompagnée d'une liberté économique qui, faute d'un encadrement réglementaire et législatif, s'est transformée en anarchie.

Jusqu'à maintenant, **le développement de la Russie est marqué par une succession ininterrompue d'espérances et de tragédies politiques, économiques et sociales.** Alors que le présent demeure incertain, cette constatation factuelle ne peut qu'inciter à redoubler de prudence pour l'avenir de la Russie et donc de ses relations avec l'Europe.

2 VISION GEOPOLITIQUE RUSSE

2.1 Géopolitique russe

2.1.1 Généralités

Contrairement à l'Allemagne, l'Angleterre ou encore la France, la Russie n'a pas de tradition sur la théorisation de la géopolitique. D'ailleurs cette discipline a été sévèrement interdite par le régime soviétique qui prétendait ne penser qu'à travers la lutte des classes. Pour autant, l'effondrement de l'URSS a laissé la Russie dans une situation géographique dont la singularité a révélé tout l'intérêt de la géopolitique. En fait, les Soviétiques appliquaient déjà des principes de géopolitique sans jamais se l'avouer.

Aujourd'hui, le chef du Kremlin hérite d'une Russie qui n'a jamais été autant repliée dans ses frontières depuis plusieurs siècles. Il dirige son pays dans le respect de certaines constantes géopolitiques et raisonne toujours en termes de sphères d'influence et de domination. A ce propos, le Président Poutine déclarait le 26 février 2000 que les faibles moyens de la Russie ne l'empêchent pas de mettre en œuvre « une politique d'expansion extérieure dans le sens positif du terme » tout en considérant que « les intérêts stratégiques de la Russie incluent les régions au sud de la Russie et la Baltique ». L'entreprise, engagée par le chef du Kremlin, de restauration de la puissance russe peut révéler un dessein plus vaste quelque peu dévoilé par une remarque de M. Poutine à M. Clinton : « Vous avez l'Amérique du nord et celle du sud,

vous avez l'Afrique et l'Asie. Vous pourriez au moins nous laisser l'Europe »⁸. Pour le moment, le Président Poutine s'est attaché à reconstruire petit à petit l'espace perdu par la Russie dans son étranger proche. **La volonté de puissance de la Russie perdue** et demeure sous-tendue par des critères géopolitiques qui lui sont propres.

2.1.2 Une aspiration aux gains territoriaux

Par l'immensité de son territoire, la Russie se considère comme une puissance importante et estime devoir tenir légitimement un rôle décisif sur l'échiquier international. Jusqu'en 1991, le pouvoir russe n'a jamais cessé de mener une politique impérialiste. L'extension territoriale reflète l'efficacité de cette politique. D'ailleurs, nombreux sont les Russes qui éprouvent la nostalgie du grand Empire que fut l'URSS. A ce propos, M. Poutine a déclaré : « Ceux qui oublient l'Union soviétique n'ont pas de cœur, ceux qui veulent la reconstituer dès maintenant n'ont pas de tête⁹. » Cette parole est toute particulièrement révélatrice de l'état d'esprit des Russes. Les pertes territoriales de ce pays demeurent une profonde blessure qui ne peut être négligée.

L'histoire des conquêtes territoriales est marquée par une recherche de plus d'espace, source de puissance, et surtout par une constante volonté de s'octroyer **des accès aux mers chaudes**. Ce tropisme, est propre aux grandes puissances qui se trouvent à l'intérieur des terres afin de se donner une dimension mondiale. Les conquêtes de l'Extrême-Orient comme plus récemment la guerre en Afghanistan participent à cette politique d'acquisition de débouchés maritimes vers le Pacifique ou vers l'océan Indien. L'indépendance des pays baltes participe à l'enclavement de la Russie. Pour cette raison, la politique étrangère russe se préoccupe de maintenir une capacité d'influences sur ces trois pays. Pour ces mêmes raisons, le chef du Kremlin s'est fortement impliqué à l'occasion des élections présidentielles de l'Ukraine¹⁰. Voir partir ce pays dans le giron occidental diminue encore un peu plus l'accès de la Russie à la mer Noire. Dans l'avenir, Moscou ne peut indéfiniment accepter ces ingérences dans son pré carré et l'Europe doit veiller à prendre en considération cette situation d'enclavement russe, sans quoi, elle ne parviendra jamais à établir de bonnes relations avec le plus grand pays du globe.

⁸ Repris d'un article d'André Fontaine intitulé « Pourquoi l'Occident soutient Poutine », et paru dans le Monde du 20/03/00.

⁹ Propos retranscrit dans un article d'Alexandre Adler dans le Figaro du 3 mars 2004.

¹⁰ De plus, Kiev constitue le berceau du slavisme, raison pour laquelle Poutine a vécu la révolte orange comme une déchirure.

Actuellement, la Russie se trouve dans une **situation délicate d'enclavement** avec un manque critique d'accès aux mers dégagées des glaces. Ce point particulier doit être considéré avec la plus grande attention par la communauté internationale car il en va de l'avenir de la Russie qui doit trouver des voies de communication pour assurer l'exportation de ses énormes richesses naturelles.

L'élargissement de l'OTAN ainsi que l'intégration à l'Union européenne d'anciens pays du pacte de Varsovie ou de l'URSS se traduit par des crispations russes. A titre d'exemple, l'imposition des visas pour pénétrer dans l'Union européenne crée des difficultés pour les Russes qui avaient pour habitude de circuler librement vers les pays baltes ou encore vers la Pologne. Un jeune couple moscovite rentré d'un voyage en Europe centrale reportait : « On ne peut s'empêcher de se sentir traités en inférieurs quand on voit que les Tchèques, les Hongrois, les Estoniens peuvent se rendre dans l'Union Européenne sans visa, alors que nous devons faire la queue devant les consulats »¹¹. Le sentiment dominant à Moscou est celui **d'une perte d'influence** dans des régions où le retrait des troupes russes s'est achevé il y a à peine une dizaine d'années. De surcroît, des proches du Ministre des affaires étrangères craignent les effets de l'intégration dans l'Union Européenne « de pays chargés de préjugés contre nous, surtout les pays baltes ». Selon l'institut de sondage VTSIOM¹², le nombre de Russes exprimant un méfiance à l'égard de l'Union Européenne a augmenté : 20% en mars 2004, contre 16% en 2003.

Sur sa frontière ouest, la Russie ne bénéficie plus de la ceinture de protection que constituaient les pays du pacte de Varsovie. Seules la Biélorussie, quasiment inféodée à la Russie, et l'Ukraine s'interposent entre l'Union européenne et la Fédération russe.

Enfin, la Russie présente la particularité d'être à la charnière de l'Europe et de l'Asie, ce qui lui confère deux axes de politiques extérieures. Bien que disposant d'un fort ancrage à l'ouest, la Russie conserve la **liberté d'orienter ses priorités vers l'Asie** qui tend à devenir un marché potentiel énorme avec le développement économique de la gigantesque Chine. A cet égard, au soir de sa réélection, le 14 mars 2004, le chef du Kremlin a rappelé, dans une intervention télévisée, que la politique extérieure russe se réservait d'autres cartes que le seul rapprochement avec l'Union Européenne : « La Russie, par sa géographie, est européenne et asiatique à la fois »¹³. A cet égard, un sondage réalisé en 2000 révélait que 55% des Russes considéraient que la tâche historique de la Russie était de reconstituer un empire successeur

¹¹ Propos rapporté par Natalie Nougayrède pour le Monde.

¹² Institut de sondage russe.

¹³ Propos recueilli par Natalie Nougayrède pour le Monde.

de l'URSS ; seuls 20% des Russes considéraient que la Russie est un pays européen, tandis que 51% estimaient qu'elle est asiatique autant qu'europpéenne. Poutine rappelait encore tout récemment que : « Nous n'avons pas besoin d'adulation aveugle de l'Occident ».

2.1.3 La démographie - un péril pour la Russie

La situation démographique de la Russie constitue une épée de Damoclès sur sa croissance future et par là même sur sa puissance future. Lors de son premier discours à la nation, le Président Poutine déclarait : « Pour différentes raisons, notre population décroît aujourd'hui de 750 000 personnes en moyenne par an.[...] la population de la Russie pourrait perdre 22 millions de ressortissants d'ici quinze ans. Si cette tendance persiste, c'est la survie même de la nation qui est en jeu. Nous courons le danger de voir notre population vieillir ». La Russie est confrontée à un phénomène de décroissance de sa population qui est d'autant plus préoccupant qu'elle a bénéficié au début des années 90 d'un important mouvement d'immigration. En effet, celui-ci s'est accentué depuis l'implosion soviétique avec le retour des militaires russes stationnés en Europe centrale, et les retours de Russes d'anciennes républiques soviétiques. D'ailleurs, la proportion des Russes dans la population totale de la Russie a augmenté depuis 1989. La Russie enregistre 170 décès pour 100 naissances vivantes et le taux de fécondité s'établissait en 2003 à 1,17 alors que le seuil de renouvellement de la population s'élève à 2,33. Les chiffres de la mortalité sont alarmants car ils révèlent **un état sanitaire globalement catastrophique de la population russe**. Les experts estiment qu'un Russe âgé de 20 ans aujourd'hui n'a que 46% de chance de parvenir à l'âge de 65 ans, contre 79% de chance pour un Américain du même âge. Le taux de suicides est devenu le plus élevé de la planète, dépassant l'ancienne statistique élevée de la Hongrie qui a représenté, pendant près d'une cinquantaine d'années, le symbole du désespoir d'être enfermée dans la « prison des peuples ». Cet effondrement de la natalité semble donc plutôt refléter une certaine décomposition de la société, un manque de confiance dans les institutions et un faible espoir dans l'avenir. En outre, l'habitude d'être assisté semble avoir nui, au moins temporairement, aux capacités de ressort de la société.

Cette dépopulation revêt un aspect régional en contribuant à accroître le déséquilibre de la répartition de la population entre les personnes vivant à l'ouest de l'Oural et celles vivant dans l'énorme étendue orientale de la Russie. L'alcoolisme fait des ravages dans l'Extrême-Orient russe équivalents à ceux d'une épidémie. Déjà en 1995, 78% de la population russe vivaient dans la partie européenne et ce chiffre n'a depuis qu'augmenté. En effet, l'étude des cartes russes montre que la densité de population y marque une ligne de rupture, alors qu'à l'Ouest

elle est également répartie, même si elle s'affaiblit vers l'Est (voir carte n°2). Au-delà de l'Oural, l'occupation des sols suit les voies de communication, dont notamment la ligne du chemin de fer transsibérien. Cette donnée pose la question de l'avenir de la partie orientale de la Russie. Cet espace quasiment désert est mitoyen de la Chine surpeuplée. Alors que la présence chinoise se révèle de plus en plus visible dans cette région, une telle situation peut, à terme, soulever la question du rééquilibrage. La Russie dispose-t-elle des moyens nécessaires à la surveillance et à la protection de ses frontières de l'Extrême-Orient. Cependant, ce recentrage de la population sur la Russie occidentale peut n'être qu'un effet temporaire faisant suite à l'implosion soviétique. De même, la perte migratoire du tiers oriental de la Russie constitue, peut être, qu'un phénomène provisoire susceptible de se retourner dans les régions réussissant un meilleur essor économique grâce à leur potentiel et à leurs liens économiques directs avec d'autres pays, rendus possibles par l'autonomie acquise en contrepartie de l'acceptation du traité de la Fédération de mars 1992. Par conséquent, ce flux migratoire actuel ne traduit pas forcément une forte volonté de la population à s'ancrer à l'Europe mais se révèle plutôt comme un épiphénomène qui ne s'appuie aucunement sur une tendance profonde de la population russe. D'ailleurs, **l'Asie occupe une place importante dans la politique étrangère russe**, certes par souci de rééquilibrage géopolitique mais aussi pour des considérations de politique intérieure. En effet, le développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe constitue une préoccupation majeure car ces deux régions sont à la fois vitales pour l'avenir de la Russie, grâce aux réserves énergétiques que leur sous-sol renferme, et fragiles du fait de leur situation démographique.

2.1.4 *Emergence des questions ethniques*

Le panslavisme représente, avec récurrence dans l'histoire russe, une force de rassemblement. Face à la situation délicate et difficile de la population en Russie, la spécificité slavophile se redécouvre et constitue une réalité dans la société russe. En 1999, la guerre du Kosovo a rappelé, pour qui voulait l'entendre, l'attachement des Russes aux populations slaves. Cette crise déclenchée par les frappes occidentales a révélé la force du lien qui unit les slaves ainsi que le peu de considération apportée à cet état de fait par la communauté occidentale. De telles incompréhensions contribuent à une détérioration des relations entre l'Union européenne et la Russie. Ce sont autant de vexations qui alimentent certaines thèses nationalistes pro asiatiques.

Selon une étude menée par l'historien italien Aldo Ferrari, la Russie assiste, depuis trois ou quatre ans, à une irruption d'un nationalisme animé par une grande vivacité idéologique et qui

s'inscrit dans une continuité remarquable avec les traditions populaires d'avant le marxisme-léninisme. Dans cette orbite certains philosophes entreprennent de réévaluer le tsarisme et **le corpus des vieux slavophiles exaltant l'esprit russe**, l'idéal communautaire, l'organicité du monde paysan traditionnel, les opposants au sionisme et au nihilisme bourgeois et cosmopolite de l'occident. Ces thèses sous-tendent les actions de Pamiat, mouvement qui a su se transformer en une organisation de masse et devenir un protagoniste important dans la nouvelle politique intérieure russe. Pourtant M. Ferrari constate que les revendications des nouveaux nationalistes correspondent à des besoins véritables et qu'elles sont de ce fait attractives. Les aspirations positives des rédacteurs et activistes de Pamiat, la renaissance de l'orthodoxie, la réhabilitation des traditions artistiques et culturelles, le retour en harmonie avec les rythmes de la terre, ne peuvent évidemment pas être appréciés à leur juste mesure par ceux qui ne rêvent que d'une technocratie planétaire homogénéisante, faisant fi des ethnies et des spiritualités.

2.1.5 La religion – facteur de rassemblement

L'histoire démontre que la Russie fut un véritable bouclier pour l'Europe. Elle réussit à stopper les assauts des Mongoles au XIII^{ème} et elle arrêta l'avancé de l'Empire ottoman vers l'ouest. Par ses conquête en direction de l'Extrême-Orient, la Russie véhicula le christianisme jusqu'au Pacifique.

Aujourd'hui, la constitution stipule que le christianisme représente une composante de l'héritage historique du peuple russe. Le texte reconnaît 4 religions traditionnelles : orthodoxie, islam, judaïsme et bouddhisme. Par des règlements particuliers, notamment dans le domaine de l'enseignement, la religion orthodoxe est favorisée. Les Russes déclarant appartenir à cette religion représentent 65% de la population. Le protestantisme concerne 0,9% des Russes. Les catholiques s'avèrent encore moins nombreux, environ 0,8%, essentiellement d'anciens déportés polonais ou leurs descendants, mais sont accusés de prosélytisme par l'Eglise orthodoxe. D'ailleurs, la création par le Saint Siège de 4 diocèses catholiques en Russie a soulevé la protestation du Patriarcat orthodoxe qui conteste l'émergence d'une structure centralisée de l'Eglise catholique en Russie. En fait cette réaction puise son inspiration dans le mythe de la « Troisième Rome ». En effet, la Première Rome fut celle de l'occident latin battue par les invasions des Barbares au V^{ème} siècle, puis la « Seconde Rome » s'effondra à son tour au XV^{ème} siècle avec la disparition de l'Empire byzantin pour ne laisser que l'Eglise chrétienne moscovite invaincue. A cette époque, les moines grecs et russes prophétisaient : « Ecoute pieux Tsar ! Deux Rome sont tombées, la Troisième est

debout et il n'y aura pas une quatrième. Notre Eglise apostolique, dans ton puissant royaume, plus éclatante que le soleil, brille seule désormais ; tous les Etats orthodoxes sont réunis dans ton Empire ; sur toute la terre, toi seul est le Tsar chrétien ». Cette considération conserve une actualité et prouve les difficultés de rapprochement entre les Chrétiens occidentaux et les Chrétiens orientaux (voir carte n°3). En outre, le fait que la Russie ne soit pas parvenue à imposer cette « Troisième Rome », révèle clairement son manque d'influence sur l'Europe occidentale. A cet égard, après l'effondrement de l'Empire soviétique, un regain d'intérêt religieux s'est manifesté, notamment par **une certaine nationalisation de l'Orthodoxie russe**. En conséquence les milieux œcuméniques sont déconsidérés, sinon rejetés, et des attitudes anticatholiques apparaissent.

Par ailleurs le fait religieux conserve également un rôle primordial dans la politique étrangère russe envers les pays de la région caspienne et de l'Asie centrale qui sont essentiellement musulmans. A ce propos, la guerre en Tchétchénie poursuit aussi un but religieux, le maintien du verrou du Caucase nord afin de contenir la montée des musulmans.

2.1.6 Les grands fondements de la politique étrangère russe

La politique étrangère de la Russie repose sur les trois cercles que sont dans l'ordre des priorités, l'étranger proche, l'Union européenne et les autres pays – Etats-Unis, pays d'Asie. Dans le cadre de l'étranger proche, la Russie travaille principalement à la préservation de ses positions dans la CEI. Vladimir Poutine déclarait sans ambiguïté à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, le 16 mai 2003 : « Le renforcement des relations avec les pays de la Communauté des Etats indépendants demeure la priorité inconditionnelle de notre politique étrangère ». Il s'agit d'une orientation incontournable dont l'ambition est de construire une politique axée sur le développement économique et sur les liens régionaux. A ce propos, Dimitri Rogozine¹⁴ précise très clairement les pays entrant dans ce champ d'action ; il s'agit de « la Russie + 11 ou de l'URSS – 3 », c'est-à-dire l'URSS sans les trois pays baltes. Cette référence à l'URSS signifie que **la Russie n'a certainement pas fait le deuil de sa destinée impériale**, ce qui explique d'ailleurs l'activisme de Poutine en matière de politique étrangère depuis son accession au pouvoir. Actuellement, les initiatives russes sont concurrencées par des processus d'intégration parallèles entre Etats de la CEI, qui plus est hostiles aux projets intégrationnistes de la Russie. C'est ainsi que le GUAM est créé en octobre 1997 et unit l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie. Cette association promeut la mise en place de réseaux de communications contournant la Russie et engage une coopération avec

¹⁴ Ancien président de la commission des affaires étrangères russes.

l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la Paix. En 1999, la Russie est confrontée successivement au refus de l'Azerbaïdjan, de l'Ouzbékistan et de la Géorgie de proroger leur participation au traité de sécurité collective de la CEI, la signature du nouveau traité sur les forces conventionnelles en Europe – prévoyant une réduction de la présence militaire russe en Géorgie et l'évacuation complète des installations situées en Moldavie – et, enfin, la déclaration concomitante de la Turquie, des nouveaux Etats indépendants et des Etats-Unis concernant le projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan, c'est-à-dire de contournement du territoire russe. En fait, alors que le discours officiel continue à faire référence à une intégration régionale, les faits révèlent une approche plus pragmatique avec le développement difficile de relations bilatérales.

Pour ce qui concerne la politique européenne russe, deuxième priorité, l'approche de Poutine ne se trouve pas dans la vision gorbatchévienne de la « maison commune européenne » mais, à l'inverse, dans la volonté de « **construire deux entités égales entre l'Union européenne et "Russie plus"** ». Selon les termes propres au chef du Kremlin, l'ancrage à l'Europe s'analyse en termes de « choix, dépourvu d'alternative, du partenariat stratégique ». L'importance accordée aux relations avec l'Union européenne s'explique en fait par le rang prioritaire qu'occupe le développement économique de la Russie et non pas par un penchant naturel.

Enfin, au cœur de la troisième priorité, se trouvent les Etats-Unis avec lesquels la Russie affiche clairement une convergence de vue dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Cette relation permet une pleine légitimation de la guerre en Tchétchénie. De son côté, l'Asie occupe une place importante du fait de l'intérêt de la manne économique chinoise et indienne. A cet égard, Poutine souhaite faire de la Russie le principal fournisseur de l'Asie en énergie.

2.1.7 Les aspects énergétiques – une arme diplomatique

Vladimir Poutine dispose, avec ses importantes ressources énergétiques, d'une arme redoutable. La richesse énergétique de la Russie a d'autant plus de poids qu'elle est fortement valorisée dans un contexte international qui fait peser de lourdes incertitudes sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique des pays développés.

Pour la Russie, **la route de la puissance passe par les oléoducs et les gazoducs**. Cette stratégie énergétique constitue l'outil principal de Poutine dans la mise en œuvre de sa politique étrangère, et ce dans le domaine des trois cercles de la politique étrangère¹⁵. Par la

¹⁵ La politique étrangère de la Russie repose sur les trois cercles que sont, dans l'ordre des priorités, l'étranger proche, l'Union européenne et les autres pays – Etats-Unis, pays d'Asie

maîtrise de ces moyens de transport des énergies, Poutine impose ses vues. En matière gazière, toutes les méthodes sont utilisées, de la coupure de l'approvisionnement (Géorgie, Arménie), aux tentatives pour acculer les compagnies locales à la faillite, pour ensuite les racheter à bas prix. Ce chantage s'est doublé d'une stratégie d'infiltration économique dans le capital des sociétés des pays concernés, dans le but d'acquérir la majorité des droits de vote. A l'étranger, la Russie est un ardent défenseur de la privatisation, alors que sur son territoire, elle entend conserver le monopole de Gazprom. Dans le domaine du pétrole une stratégie similaire est appliquée. En outre, au sein de la CEI, la Russie détient également le monopole du transport des hydrocarbures, en plus d'être le seul fournisseur de ces pays. Par conséquent, la Russie bénéficie d'une position exclusive en Azerbaïdjan, au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Cette utilisation de l'arme énergétique s'est accentuée dans des pays nouvellement intégrés à l'Union européenne, afin de mettre la main sur les infrastructures énergétiques. Ainsi, en Lituanie, les parts de la raffinerie Mazeikiu Nafta ont été cédées, en 2002, par l'Américain Williams à Youkos, de sorte que la filière pétrolière lituanienne, c'est-à-dire la première entreprise du pays qui réalise un chiffre d'affaires représentant 10% du PIB de la Lituanie est désormais sous contrôle russe. A Ventspil, en Lettonie, les tentatives de Trensneft¹⁶ pour mettre la main sur ce terminal ayant échoué, la Russie a choisi l'option du blocus qui coûte des dizaines de millions d'euros au budget letton. Cette dépendance énergétique balte vis-à-vis de la Russie correspond précisément à un des buts affichés par la politique étrangère russe, le maintien d'une influence forte sur ces pays afin de préserver un accès facilité vers la mer baltique.

L'affaire Youkos a attiré de nombreuses critiques acerbes à l'endroit du chef du Kremlin qui, pourtant, en a finalement retiré un bilan globalement positif. La motivation de la brutalité avec laquelle Poutine a réagi s'explique à travers diverses considérations. Tout d'abord et sans concertation avec le Kremlin, Youkos a affiché la volonté d'ouvrir le capital à une entreprise américaine et de saisir une position monopolistique dans l'approvisionnement énergétique de l'Extrême-Orient. Poutine voyait, par cette double action, une perte de contrôle et un affaiblissement de son « arme diplomatique ». De plus, les manœuvres de Youkos visaient à constituer une minorité de blocage à la Douma afin de contrecarrer le projet d'augmentation de la fiscalité des produits pétroliers voulue par Poutine dans le but de financer les réformes sociales du pays et de mettre fin à la fuite des capitaux issus de la rente pétrolière. Parallèlement, Youkos finançait les partis à tendance libérale, ce qui ne

¹⁶ Société nationale russe.

correspondait pas au positionnement politique de Poutine. La dureté et la vivacité de la réaction du chef du Kremlin révèlent l'intérêt supérieur apporté par Poutine à la préservation de l'intégrité de ses moyens de rétorsion fondés sur la maîtrise globale de ses richesses énergétiques.

L'une des grandes réalisations de Vladimir Poutine réside dans l'exploitation à des fins diplomatiques des atouts économiques de la Russie. Cette diplomatie énergétique est la principale ligne de force de la politique étrangère russe.

2.2 Conclusion sur la perception russe de l'Union européenne

Aux yeux de la Russie, l'Union Européenne constitue une étrange construction dont la complexité technocratique paraît absconse. En temps que puissance, la Russie n'envisage en aucune manière son intégration dans l'Union européenne.

Le Kremlin discerne essentiellement dans l'Europe une zone économique prospère de libre-échange. Cette approche de l'Union s'avère très positive pour la Russie qui se trouve voisin d'un ensemble de pays riches. Par ricochet, cette situation ne peut que participer au développement économique russe. A cet égard, l'élargissement de l'Union européenne jusqu'à ses portes revêt un aspect prometteur pour la Russie qui va voir les pays de l'Europe centrale et orientale, ruinés par plusieurs décennies de soviétisme, s'enrichir. Le passage à l'Union à 25 membres, malgré une perte d'influence stratégique, conduit à de substantiels gains dans le domaine économique. En outre, il est indéniable que certaines des élites de l'Europe centrale et orientale demeurent issues de la nomenklatura et ont été formées par le système soviétique. Par cette entremise, la Russie espère bien pouvoir influencer aux dépens de l'Union européenne. Pratiquement, la Russie emploie une tactique simple et efficace dans ses relations avec les pays européens. Dès que Moscou veut faire aboutir une question importante, elle fait appel aux Etats plutôt qu'à l'Union européenne. Ce fut le cas pour le transit vers Kaliningrad où la Russie s'assura l'appui de la France et fit plier l'Union qui dut abandonner son exigence de visas. Le Kremlin n'hésite pas à utiliser à son profit « **la politique traditionnelle de la Russie de mise en concurrence des Européens pour se gagner les faveurs de Moscou** »¹⁷. Ce procédé, jouant sur les différences d'appréciation au sein de l'Union européenne, crée au passage une certaine forme de zizanie, mais permet au Kremlin d'accéder aux buts affichés par la politique étrangère russe. Finalement, la Russie prête peu d'égards au projet politique de l'Union et continue à entretenir des relations bilatérales avec

¹⁷ Propos repris dans un article de Françoise Thom, maître de conférences à la Sorbonne en histoire contemporaine.

chaque pays européen. A ce propos, l'Allemagne occupe une place privilégiée aux yeux des Russes car : « La Russie doit devenir un membre dirigeant de la communauté des nations européennes, avec l'Allemagne avant tout »¹⁸. En juin 2000, à l'occasion d'une visite de Poutine à Berlin, celui-ci déclara : « Les contours de l'Europe du XXI^{ème} siècle dépendront pour beaucoup de la coopération germano-russe ».

L'élargissement de l'Union européenne en venant placer certaines de ses frontières sur celles de la Russie a entraîné des confrontations. Les questions de tarifications douanières, de visas, ou encore d'autorisations de survols entre Moscou et Bruxelles se sont réglées difficilement et parfois dans la crispation. A cet égard, face aux inquiétudes des Russes, le Président de la Commission, R. Prodi rétorquait que la Russie tirerait forcément des avantages commerciaux de l'élargissement européen qui compenseraient, alors, « les petits désagréments causés ». La rigidité réglementaire européenne et **la condescendance des technocrates bruxellois, traitant parfois la Russie comme un pays sous-développé, accentuent l'âpreté des relations.**

Toutefois, la Russie demeure vigilante face au développement de la politique étrangère de sécurité et de défense de l'Union. Alors, que le Kremlin accepte aisément le développement d'une large zone économiquement riche, il ne souhaite pas voir grandir une Europe puissance sur sa frontière ouest.

3 L'UNION EUROPEENNE : QUELLE GEOPOLITIQUE ?

3.1 Généralités

L'Union européenne considère la Russie comme un enjeu clef de sa sécurité. De la stabilité du monde russe dépendra l'avenir économique et sécuritaire de l'Europe. Toutefois, les relations entre le Kremlin et Bruxelles ne coulent pas de source et de nombreuses pierres d'achoppement freinent la mise en place de mesures partenariales.

L'identité politique européenne se construit chaotiquement et ne permet donc pas de s'imposer réellement dans les relations avec la Russie. Les nations constituant cette Union disposent de longues traditions de politique étrangère, et notamment vis-à-vis de la Russie, ce qui tend à affaiblir les initiatives européennes. Ces dernières demeurent pour le moment plus prégnantes dans les domaines du commerce de l'économie ou des droits de l'homme. Par conséquent, l'analyse des relations entretenues par les pays européens avec la Russie est

¹⁸ Propos retiré de Strana.ru le 2 février 2001.

enrichissante. L'effet de l'élargissement a conduit à de nouveaux équilibres internes à l'Europe qui ne sont pas sans conséquences pour l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Russie.

3.2 La politique européenne de voisinage

Dans un premier temps, la Russie et la Communauté européenne ont signé, à Corfou en 1994, l'Accord de partenariat et de coopération (APC). D'une durée de dix ans et renouvelable, cet accord n'est entré en vigueur que le 1er décembre 1997. L'un des fondements de l'APC est de contribuer à rassembler les conditions nécessaires à la création, à terme, d'une zone de libre-échange. L'instauration d'un Etat de droit et les respects des droits de l'homme sont inscrits dans le préambule de l'accord. Le dialogue politique est d'ailleurs mis symboliquement en avant dès le premier article : il doit favoriser des convergences à la fois économiques, internationales et touchant au respect des principes démocratiques et des droits de l'homme. Suite à l'élargissement, la Commission a développé une Politique européenne de voisinage (PEV) qui concerne les relations entre l'Union européenne et l'ensemble des pays périphériques. Pour ce qui concerne spécifiquement la Russie, la création de 4 espaces¹⁹ communs a été décidée : un espace économique commun, un espace commun de liberté, de sécurité et de justice, un espace de coopération dans le domaine de la sécurité extérieure ainsi qu'un espace de recherche et d'éducation, englobant les aspects culturels. Le périmètre européen de la PEV englobe outre la Russie, l'Ukraine, le Biélorussie et la Moldavie. De plus, le développement du Caucase méridional constitue un intérêt primordial pour l'Union européenne et la Commission recommande d'inclure dans le PEV l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Cette politique ambitieuse pénètre en profondeur « l'étranger proche » de la Russie et engendre des tensions supplémentaires entre Moscou et Bruxelles. Pour ce qui relève de l'espace économique commun, il a été adopté en 2003 un concept d'Espace économique européen commun (EEEC) qui devrait être prometteur. Pour le moment, les échanges et les investissements entre la Russie et l'Europe restent loin du potentiel que laisse espérer la proximité géographique, la taille des marchés et la complémentarité des économies. L'EEEC vise à ouvrir et à intégrer les marchés russe et européen. La promotion des investissements entre l'Union et la Russie, l'harmonisation réglementaire et la facilitation du commerce, constituent les principaux objectifs de cet espace.

¹⁹ Espaces définis lors du sommet de Saint-Petersbourg en mai 2003

3.3 Perception des vieux pays d'Europe occidentale

L'étude se limitera à l'Allemagne et à la France qui sont des nations continentales de l'Europe occidentale. Ces deux pays ont marqué l'histoire par leurs interventions en Europe centrale et orientale et par la continuité des relations entretenues avec la Russie. Le Royaume Uni étant une puissance maritime dont les conflits d'intérêts se sont exercés en dehors de l'Europe n'est pas retenu dans l'analyse qui suit. Quant aux autres nations européennes occidentales, leur rôle n'est pas suffisamment significatif.

3.3.1 *La France – une alliance de revers*

La France mène des relations avec la Russie depuis bien longtemps et la période soviétique n'a pas été marquée par une rupture. **La France réserve une grande place à la Russie dans sa politique étrangère** et dans ses préoccupations. En fait la Russie offre à Paris une alliance de revers²⁰ à l'égard de l'Allemagne mais aussi des Etats-Unis, notamment à l'époque de la politique étrangère menée par le général De Gaulle. D'ailleurs ce dernier, alors qu'il était encore en Angleterre et que la France se trouvait toujours occupée, avait mené des actions de rapprochement avec l'URSS pour tenter de se soustraire à l'alliance transatlantique. A cette époque, l'Empire soviétique avait fait bien peu de cas de cette tentative de rapprochement car les intérêts russes n'étaient pas en jeu. Pourtant, le général De Gaulle a poursuivi cette alliance de revers durant toute sa carrière politique et cette tendance perdure aujourd'hui. Pour autant, cette démarche ne s'accompagne pas d'une véritable volonté de mieux connaître la Russie dans le but d'une meilleure compréhension. En 1989, au moment de l'effondrement du mur de Berlin, F. Mitterand, inquiet par la réunification de l'Allemagne et aveugle face aux faiblesses de Moscou, s'appuyait encore sur l'URSS en espérant qu'elle serait capable de conserver la RDA dans son giron.

En fait, la France se trouve à l'extrémité ouest de l'Europe et recherche en permanence un contrepoids pour pouvoir mieux asseoir son influence en Europe continentale. Elle se trouve en concurrence avec l'Allemagne qui est très influente en centre-Europe, et ne trouve donc comme partenaire possible que la Russie. Ce jeu de l'alliance de revers comble les Russes qui savent profiter à merveille de cette démarche française pour faire aboutir leur propre politique.

Il est intéressant de noter que la France entretient des relations très particulières avec l'Allemagne. Face à la puissance de cette dernière et afin d'assurer des relations non conflictuelles, Paris a fait le choix de s'engager dans le tandem franco-allemand. La

²⁰ Selon les propos de Françoise Thom.

constitution de ce couple semble à bien des moments forcée tant sa fragilité reste tangible. En outre, **l'équilibre du couple franco-allemand se trouve profondément modifié par l'élargissement de l'Europe qui octroie à l'Allemagne un poids prépondérant.**

3.3.2 *L'Allemagne – concurrence avec la Russie*

▪ **L'Allemagne et la Russie : des concurrents**

L'Allemagne et la Russie constituent les deux plus grandes puissances continentales de l'Europe. Même si elles ont pu signer des accords de non agression par le passé, les deux Guerres mondiales les ont vu se battre.

Ces deux puissances sont concurrentes et leurs intérêts croisent le fer en Europe centrale. En 1795, l'Allemagne et la Russie s'étaient partagées la Pologne. L'Allemagne s'étendait alors jusqu'aux pays baltes. La confédération germanique, issue du congrès de Vienne en 1815, rassemblait les Etats allemands et s'étendait jusqu'à la Russie (voir carte n°4). Cette période a évidemment laissé une empreinte germanique indélébile sur l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, exceptées en Roumanie, en Bulgarie et dans les Balkans. On retrouve d'ailleurs des germanophones dans tous ces pays et même, pour d'autres raisons, en Russie. A la veille de la première Guerre mondiale, l'Europe est partagée principalement en deux camps, les Etats appartenant à « la triple entente », composée essentiellement par le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Empire russe et la France, et les Etats appartenant à « la triple alliance » où se retrouvent les Empires allemand et Austro-Hongrois (voir carte n°5). En fait, la « triple alliance » recouvre dans les grandes lignes l'ancienne confédération germanique plus l'Italie et correspond à la large zone d'influence allemande en Europe centrale.

En 1989, avec l'effondrement du mur de Berlin, s'engage la réunification des deux Allemagnes dont les coûts économiques, sociaux et culturels sont considérables. Le plan d'intégration de la partie est de l'Allemagne a été mené par H. Kohl, largement soutenu par les Etats-Unis, avec peu de considérations sur les avis des autres pays de l'Europe. Pourtant la réunification de l'Allemagne a exigé des Européens un effort financier très conséquent et a entraîné un affaiblissement global de l'Europe. L'Allemagne est ainsi devenue un géant économique affaibli alors que sur le plan politique, elle a accédé au rang de puissance de premier ordre. Elle a su imposer l'élargissement de l'Europe aux pays de l'est qu'elle souhaitait rapide afin de restaurer sa vieille sphère d'influence. Berlin multiplie le nombre des instituts Goethe dans les pays d'Europe centrale et orientale et favorise les mouvements de réimplantation partout où il y avait une présence allemande –démographique ou culturelle- avant 1945. Les expulsés des Sudètes implantés en Bavière sont très actifs et souhaitent

l'abolition des décrets Benes. A cet égard, Londres rappelle régulièrement à Berlin et à Munich que l'abolition de ces décrets ne peut être à l'ordre du jour dans les négociations européennes. Selon E. Husson²¹, « le Royaume Uni a conservé de la deuxième Guerre mondiale un regard réaliste sur la politique allemande et ses côtés les plus cyniques. Ce qui l'amène à être très attentif aux pressions – diplomatiques et financières- que l'Allemagne pourrait faire subir à ses voisins ». E. Husson, rappelle qu'après la chute du mur de Berlin, « l'Allemagne aspirait à une véritable hégémonie, par l'économie, sur le continent européen. Puisqu'elle ne serait pas imposée par les armes, comme en 1914 ou en 1939, on pouvait parler d'une « hégémonie douce », selon l'expression du Ministre allemand des Affaires étrangères Joseph Fischer. Il n'empêche que les élites allemandes souhaitaient fixer les grands cadres de la politique continentale, y compris de la politique russe. Cette volonté allemande est très bien transcrite par *La tentation allemande* d'Hélène Bollmann qui dévoile un aspect oublié de la politique étrangère de l'Allemagne qui par le biais d'un régionalisme poussé escompte récupérer une certaine hégémonie sur l'Europe.

Cette approche peut poser la question du couple franco-allemand qui a constitué la locomotive de la construction européenne jusqu'à aujourd'hui. Dans l'avenir, avec le poids politique grandissant de l'Allemagne, les intérêts français et allemands peuvent diverger ce qui conduirait à une certaine crise européenne. La Russie est parfaitement consciente de ces nouveaux équilibres au sein de l'Union européenne et continuera à en jouer. Enfin, **l'Allemagne devenant le poids lourd de l'Union européenne, des relations germano-russes à venir dépendront les liens entre la Russie et l'Union européenne.** A cet égard, le Chancelier Schröder déclarait en juillet 2004 que l'Allemagne qui est « la première économie et le pays le plus peuplé de l'Union européenne (...) se considèrent comme le moteur d'une relation étroite, stratégique, entre l'Union européenne et la Russie »²². L'Allemagne reste le principal partenaire de la Russie au niveau du commerce extérieur et le plus gros investisseur dans le pays. La coopération bilatérale progresse rapidement car les enjeux sont importants.

▪ Une alliance germano-américaine

L'Allemagne reste le partenaire européen privilégié des Etats-Unis et le 27 février 2004, une déclaration commune a été signée entre le Président Bush et le Chancelier Schröder sous la forme d'un défi : « L'alliance germano-américaine pour le XXI^{ème} siècle ». Cette alliance veut

²¹ Propos tiré d'un entretien entre Pierre Verluise et Edouard Husson, maître de conférence à l'université Paris IV.

²² Discours du Chancelier Schröder à l'Académie de la finance à Moscou.

mettre un terme à la brouille qui pollue les relations avec les Etats-Unis depuis le début de la deuxième guerre en Irak, en cherchant à faire mieux coopérer l'Union européenne avec Washington et à trouver une complémentarité entre la politique européenne de voisinage et les initiatives de l'OTAN. Il s'agit d'un véritable retour en arrière pour l'Allemagne qui souhaite se rapprocher des Etats-Unis tout en poussant l'Union européenne à un meilleur ancrage outre-Atlantique. Une telle politique permet à Berlin de s'allier la plus grande puissance mondiale du moment et de se retrouver en position de force au sein de l'Union européenne et tout particulièrement en Europe centrale et orientale²³. Comme l'évoque le Herald Tribune : « Le moteur de ce changement est l'intérêt mutuel »²⁴. Pour sa part, Washington joue un coup double. D'abord, les Etats-Unis ont besoin d'un rapprochement avec l'Europe pour trouver des solutions de stabilisation viables et pérennes pour le Moyen-Orient²⁵. En outre, cette alliance conduit à un resserrement des relations germano-américaines qui **permet à Washington de se préserver une certaine capacité d'influence sur l'Europe** et d'éviter un trop grand rapprochement entre Berlin et Moscou. La position de l'Allemagne sur la question de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne s'avère conforme à la volonté américaine. A ce propos, J. Fischer a rappelé très nettement son souhait de voir la Turquie dans l'Europe: « Si la Turquie réussit à instaurer avec une population majoritairement musulmane et en accord avec les critères de Copenhague – à l'instar d'un pays européen – les droits de l'homme où majorité et minorité sont respectées tout en faisant valoir les principes démocratiques de l'Etat de droit ; alors cela aurait une influence très grande sur la stabilité de l'ensemble de la région. Cela donnerait des perspectives de réformes au monde islamique et avant tout à toutes les régions voisines du Proche-Orient »²⁶. Il est surprenant de constater à quel point cette affirmation se fait l'écho des préoccupations américaines. En revanche, cette déclaration n'aborde pas les implications de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne notamment sur les difficultés qu'apparaîtraient, alors, dans le cadre de la construction d'une Europe-puissance. Cette politique allemande s'inscrit dans ce que Waltz²⁷ définit comme une tendance centripète qui consiste au ralliement à la puissance dominante.

²³ Se rapprocher des Etats-Unis permet à l'Allemagne de rassurer les pays de l'Europe centrale et orientale qui se placent sous la protection américaine.

²⁴ Propos recueilli à partir d'un entretien entre Pierre Verluise et Pierre Hillard.

²⁵ Plus largement, les Etats-Unis comptent sur l'Europe pour soutenir les pays du pourtour russe qui optent pour la voie démocratique. Dans sa politique d'endiguement, Washington mène une stratégie active afin de faire tomber les dictatures du Caucase ou de l'Asie centrale. Cependant, l'instauration d'une démocratie nécessite un soutien notamment financier que les américains n'assurent pas tout en espérant que l'Union européenne s'en charge.

²⁶ Propos recueilli à partir d'un entretien entre Pierre Verluise et Pierre Hillard.

²⁷ Kenneth Waltz est considéré comme le chef de file de l'école néo-réaliste américaine et considère que les relations internationales se fondent sur des rapports de forces entre les Etats.

Toutefois, cette démarche confirme la volonté de l'Allemagne de s'assurer un rôle prépondérant dans l'Union européenne.

3.4 Les préoccupations américaines

La géopolitique américaine de l'après Seconde Guerre mondiale, se fonde essentiellement sur les analyses de l'amiral britannique Mackinder et surtout sur celles du journaliste américain Spykman. La Russie est considérée comme le pivot eurasiatique à partir duquel peut s'exercer une hégémonie mondiale. Le pourtour de la Russie constitue le Rimland, lieu d'affrontements entre les puissances pour s'assurer la domination de l'Eurasie. Cette logique a sous-tendu la stratégie américaine de *containment* pour endiguer le communisme. Actuellement, la politique internationale américaine reste emprunte de ces idées tout en s'ouvrant à un néo-réalisme. Ce courant est porté par Waltz mais aussi par Brzezinski, Layne ou encore Kissinger. Les réalistes américains craignent, suite à la disparition de l'Empire soviétique, un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie, ce qui constituerait une puissance continentale de tout premier ordre. Ce rapprochement peut se traduire par un partage germano-russe de l'Europe centrale et orientale qui s'érigerait comme un défi à la puissance américaine. L'alliance germano-américaine, précédemment décrite, répond parfaitement à la vision des néo-réalistes. De la même manière, le soutien américain à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne diminue le risque de voir s'établir une Europe puissante. Selon Z. Brzezinski²⁸, **l'isolement de la Russie est indispensable à la préservation de la puissance américaine**. Le contrôle des pourtours de l'Eurasie est crucial et trois perspectives sont à éviter :

- la reconstitution de la domination russe sur la zone centrale ;
- le désordre en Asie centrale avec une explosion généralisée ;
- la coalition des *rogues states*.

Ainsi, les réalistes américains insistent sur la prééminence de l'Eurasie par rapport aux pays du Moyen-Orient qui sont sources de conflits mais qui ne risquent pas de supplanter la suprématie des Etats-Unis. L'extension de l'OTAN vers l'est permet à Washington de s'imposer en Europe centrale et de ne pas laisser cette zone entre les seules mains des Allemands ou des Russes. D'ailleurs cette stratégie crée un certain malaise au Kremlin comme l'indique le président de la commission des affaires étrangères de la Douma, Dmitri Rogozine, dans son propos adressé au secrétaire général de l'OTAN, Lord Roberston²⁹ : « Ce n'est pas à l'OTAN de s'étendre vers l'est, c'est à la Russie de s'étendre vers l'ouest ».

²⁸ Analyse tirée de l'ouvrage Géopolitique d'Aymeric Chauprade.

²⁹ Ancien secrétaire général de l'OTAN.

Par conséquent, **les Etats-Unis empêcheront toute tentative de rapprochement de l'Allemagne vers la Russie**. Cette stratégie américaine n'est pas sans effet sur les relations entre l'Union européenne et la Russie qui seront largement dépendantes des liens qui pourront être tissés entre Berlin et Moscou.

3.5 Perception des nouveaux pays européens

3.5.1 Généralités

L'élargissement de l'Union européenne, mise en œuvre depuis le 1^{er} mai 2004, concerne 10 nouveaux pays. Parmi ces Etats entrants, 7 se trouvaient au temps du régime soviétique soit liés à l'URSS par le pacte de Varsovie, soit intégrés dans l'URSS. **La soviétisation de ces pays a entraîné des modifications de comportements très particulières**. L'hypocrisie, le manque de confiance aux autres, la disparition de la notion d'équipe, la recherche de l'intérêt personnel ou encore l'incapacité de prendre des responsabilités constituent des réflexes conditionnés par un demi siècle de communisme. Toutefois, dans ces pays certaines personnes ont connu la période d'avant la soviétisation, ce qui peut permettre une plus facile adaptation aux habitudes occidentales en comparaison avec les Russes qui ont subi le communisme pendant une plus longue période. Cependant, cette alliance forcée par le pouvoir soviétique, ne correspondait pas forcément aux logiques de la géopolitique et aux grandes tendances vérifiées au cours de l'histoire. D'ailleurs la volonté de ces derniers à intégrer l'UE traduit l'aspect, en partie contre nature, du pacte de Varsovie. Une analyse plus détaillée de certains pays significatifs par leur histoire, leur position géographique ou encore les instabilité qui les caractérisent, montre leur véritable identité géopolitique et permet de mieux appréhender le futur des relations entre l'Union Européenne et la Russie.

3.5.2 La Hongrie, une avance dans les réformes

Sous la tutelle soviétique, la Hongrie a toujours mené un combat acharné et d'avant-garde envers les directives émanant du Kremlin. Ces indocilités ont entraîné une intervention brutale de l'Armée rouge en 1956. Cependant, Budapest a poursuivi la mise en place de réformes afin de libéraliser leur économie à partir de 1968. Pour ces raisons, la Hongrie fut la première avec la Pologne à se soustraire de l'emprise soviétique. Ce dynamisme fait aujourd'hui de la Hongrie l'un des pays les mieux adaptés à l'intégration dans l'Union européenne et son économie affiche de bons résultats.

La population hongroise n'étant ni slave ni orthodoxe, ne révèle aucune tendance naturelle à se rapprocher de la Russie, mais tourne plutôt son regard vers Berlin. Ancien allié de l'Allemagne lors de la deuxième Guerre mondiale, la bonne santé de l'économie hongroise renforce la position dominante de l'Allemagne au sein de l'Europe.

Toutefois, l'Union européenne doit considérer avec attention la question des nombreuses minorités hongroises réparties sur les territoires de ses voisins. Ce problème encore vif dans les esprits constitue **un talon d'Achille au sein de l'Europe centrale**. Ce point faible peut éventuellement être exploité par la Russie qui souhaiterait exercer des pressions sur l'Union européenne.

3.5.3 Les pays baltes sous forte influence russe

Pierre le Grand percevait la côte balte comme une fenêtre de la Russie sur l'Europe. Ces trois pays constituent un enjeu stratégique pour le Kremlin qui voit son accès à la mer baltique disparaître avec l'élargissement de l'Europe. Ces pays ont toujours subi l'influence si ce n'est l'occupation russe et furent annexés à l'Empire soviétique durant un demi siècle. Indépendantes en 1991, leurs économies se sont libéralisées. L'Estonie est parvenue à mener des réformes très efficaces et affiche la meilleure santé économique de cette région baltique. La Lituanie opère un rapprochement avec la Pologne notamment dans le cadre du contrôle des transits vers Kaliningrad. Enfin, l'Estonie revêt un statut particulier car elle fut fortement russifiée et une très forte minorité russe vit sur son territoire. La Russie continue aujourd'hui à peser de tout son poids pour conserver une certaine capacité d'influence sur les pays baltes. De plus, ces régions portuaires sont propices aux trafics de tout genres ainsi qu'au blanchiment d'argent, ce qui constitue un réel problème en terme de sécurité pour l'Europe.

Les pays baltes entretiennent des relations relativement tendues avec le Kremlin. A cet égard, la participation de la Présidente lettone au 60^{ème} anniversaire de la fin de la seconde Guerre mondiale a semé le trouble sur le front balte. En effet, la Lituanie et l'Estonie estiment que cette présence va légitimer l'occupation soviétique à partir de 1945 et avaient déclaré à l'occasion du 50^{ème} anniversaire qu'ils ne participeraient pas « avant 2044 ». Cette anecdote traduit **un ressentiment fort vis-à-vis de la Russie**.

3.5.4 La Pologne entre deux puissances

Parmi les anciens pays membres du pacte de Varsovie, la Pologne demeure singulière car sa démographie, sa superficie, sa situation géographique et enfin son histoire en font un Etat important et complexe.

La Pologne ne figure dans l'histoire de l'Europe qu'à partir du règne de Mieszko (960-992) qui convertit ses sujets au christianisme : ce fut le début de la dynastie Piast. La deuxième dynastie de rois, les Jagellons, fondée sur une alliance maritale avec la Lituanie (1386) fit de la Pologne l'une des nations les plus puissantes de l'Europe. Pourtant, à la fin du XVIème siècle, un déclin s'amorça et conduisit, en 1795, au total dépeçage de la Pologne entre essentiellement ses deux plus puissants voisins qu'étaient la Prusse et la Russie. La Pologne disparut alors de la carte jusqu'à la fin de la 1^{ère} Guerre mondiale. Réapparue grâce au traité de Versailles, la Pologne, lors de la seconde Guerre mondiale, fut confrontée à une terrible politique allemande d'extermination systématique et notamment à l'encontre des Juifs – quasiment 20% de la population d'avant guerre disparurent. De la même manière, Staline mit en œuvre l'élimination systématique des élites polonaises avec notamment le massacre de Katyn qui entraîna la mort de 15 000 officiers polonais. En outre, la Pologne dut voir ses frontières déplacées vers l'ouest, en cédant à la Russie ses régions agricoles et en obtenant, en retour, des territoires allemands plus industrialisés dont un long littoral sur la mer baltique.

Enfin, les cinquante années de domination communiste n'ont contribué qu'à cultiver un ressentiment anti-russe fort. Durant le XX^{ème} siècle, de nombreux déplacements de population notamment vers l'Allemagne et la Russie ont marqué le pays. Alors que l'origine ethnique des polonais est slave, l'histoire a permis à ce pays de se bâtir une véritable identité, marquée par le catholicisme, qui rend la Pologne plutôt hostile au panslavisme.

En fait, **la Pologne se retrouve géographiquement en tenaille entre la Russie dont elle sort à peine de sa tutelle et l'Allemagne qui, par le passé, a commis des atrocités en son endroit.** L'intégration dans l'Union européenne représente une chance pour son développement économique mais reste mal vécue par la population qui voit encore sa souveraineté mise à mal par la bureaucratie bruxelloise. En outre, en terme de sécurité, Varsovie n'a d'yeux que pour les Etats-Unis qui ont constitué, pendant un demi siècle, l'unique espoir et qui propose aujourd'hui la seule option de protection crédible.

Du fait de cette situation, la Pologne ne pourra pas être un catalyseur dans les relations de l'Union européenne avec la Russie. De surcroît, elle se sent très proche de l'Ukraine et soutient son passage à la démocratie dans l'attente de retrouver Kiev au sein de l'Europe. Malgré son intégration dans l'Union européenne, Varsovie continue à mener une politique de rapprochement avec Washington. En témoignent l'engagement de forces dans la guerre de l'Irak ou l'équipement en avions de combats américains. De surcroît, le rempart, constitué par les Etats-Unis, contre une éventuelle alliance entre Berlin et Moscou qui fut, par le passé, la pire des sources de mésaventures, rassure Varsovie. La France a une carte à jouer pour

redonner confiance à la Pologne dans la construction d'une Europe plus intégrée et plus apte à assurer sa défense. Pour cela, les souffrances endurées par les Polonais doivent susciter de la considération afin de mieux comprendre les engagements politiques de Varsovie. En contrepartie, la France doit approfondir son approche avec la Russie pour éviter les travers contreproductifs du systématisme de l'alliance de revers. Dans ce sens, le contact avec les vieilles nations de l'Europe centrale et orientale qui ont servi de rempart à l'Europe de l'ouest, enrichit la connaissance de la Russie. **Un axe Paris-Varsovie**, envisageable tant ces deux pays par le passé se sont montrés solidement alliés, pourrait permettre une normalisation des relations avec le Kremlin. De plus, un tel rapprochement permettrait de rééquilibrer la position française dans l'Europe. Enfin, le souvenir de la « République des Deux-³⁰nations » pourrait participer au resserrement des relations entre la Pologne et la Lituanie, ce qui prolongerait l'axe Paris-Varsovie vers Vilnius.

CONCLUSION

La disparition de la menace soviétique suivi de la construction d'une Europe élargie, révèlent au grand jour les visées géopolitiques de chacune des nations européennes. Dans ce concert d'intérêts, il est bien délicat d'identifier la nature des relations entre l'Union européenne et la Russie, si toutefois celles-ci existent réellement.

En revanche, l'élargissement européen a clairement promu l'Allemagne à un rôle prépondérant. L'axe Berlin-Moscou va devenir déterminant en ce qui concerne les relations entre les pays européens et la Russie, mais restera scrupuleusement sous l'observation américaine. En revanche, la France peut atténuer la suprématie du lien germano-russe en développant une politique de rapprochement avec la Pologne. Il en résulterait un rééquilibrage des relations entre les Etats de l'Union européenne et la Russie.

Toutefois, il demeure indispensable d'entretenir des liens étroits avec une Russie moins incertaine, condition indispensable à la prospérité de l'Europe.

³⁰ Il s'agit de l'union entre la Pologne et la Lituanie qui fut celer en 1569 : l'union de Lublin.

PREAMBULE

1	LA RUSSIE, UN ETAT ATYPIQUE.....	- 2 -
1.1	HISTORIQUE DE LA RUSSIE	- 2 -
1.1.1	<i>Origines de la Russie.....</i>	- 2 -
1.1.2	<i>Faits récents.....</i>	- 3 -
1.2	IMMENSITE GEOGRAPHIQUE DE LA RUSSIE	- 4 -
1.3	UNE ECONOMIE QUI PEINE A DEMARRER	- 6 -
1.4	L'ENVIRONNEMENT, UNE CATASTROPHE ECOLOGIQUE	- 7 -
1.5	LE POUVOIR RUSSE – UNE REPRISE EN MAIN.....	- 8 -
1.6	LES AMBIGUÏTES DE LA RUSSIE.....	- 9 -
2	VISION GEOPOLITIQUE RUSSE.....	- 10 -
2.1	GEOPOLITIQUE RUSSE	- 10 -
2.1.1	<i>Généralités.....</i>	- 10 -
2.1.2	<i>Une aspiration aux gains territoriaux.....</i>	- 11 -
2.1.3	<i>La démographie - un péril pour la Russie.....</i>	- 13 -
2.1.4	<i>Emergence des questions ethniques</i>	- 14 -
2.1.5	<i>La religion – facteur de rassemblement.....</i>	- 15 -
2.1.6	<i>Les grands fondements de la politique étrangère russe</i>	- 16 -
2.1.7	<i>Les aspects énergétiques – une arme diplomatique</i>	- 17 -
2.2	CONCLUSION SUR LA PERCEPTION RUSSE DE L'UNION EUROPEENNE	- 19 -
3	L'UNION EUROPEENNE : QUELLE GEOPOLITIQUE ?	- 20 -
3.1	GENERALITES	- 20 -
3.2	LA POLITIQUE EUROPEENNE DE VOISINAGE.....	- 21 -
3.3	PERCEPTION DES VIEUX PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE	- 22 -
3.3.1	<i>La France – une alliance de revers.....</i>	- 22 -
3.3.2	<i>L'Allemagne – concurrence avec la Russie.....</i>	- 23 -
3.4	LES PREOCCUPATIONS AMERICAINES	- 26 -
3.5	PERCEPTION DES NOUVEAUX PAYS EUROPEENS	- 27 -
3.5.1	<i>Généralités.....</i>	- 27 -
3.5.2	<i>La Hongrie, une avance dans les réformes</i>	- 27 -
3.5.3	<i>Les pays baltes sous forte influence russe.....</i>	- 28 -
3.5.4	<i>La Pologne entre deux puissances</i>	- 28 -

CONCLUSION

Bibliographie

Ouvrages :

La tentation allemande d'Hélène Bollmann.

Diplomatie d'Henry Kissinger.

Le grand échiquier de Zbigniew Brzezinski.

Le choc des civilisations S.P Huntington.

La Pologne au XXème siècle d'Henri Rollet.

Katyn, l'Armée polonaise assassinée d'Alexandra Viatteau.

Géopolitique d'Aymeric Chauprade.

Quid 2004 de Dominique et Michèle Frémy.

Atlas du nouvel ordre mondial de Gérard Chaliand.

Atlas du millénaire de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau.

Géopolitique et géostratégie de Paul Claval.

Ramses 2004 de l'Institut français des relations internationales.

Politiques étrangères, nouveaux regards de Frédéric Charillon.

Stratégie russe pour le XXIè siècle de la revue générale de stratégie, AGIR.

Géopolitique. Les voies de la puissance de Pierre Gallois.

Magazines :

Diplomatie n°9, 12, 13

Nouvelle revue de l'histoire n°5, 14, 16

Géopolitique n°86

Sites Internet :

www.diploweb.com

www.france-cei.com

www.figaro.fr

www.ladocumentationfrançaise.fr

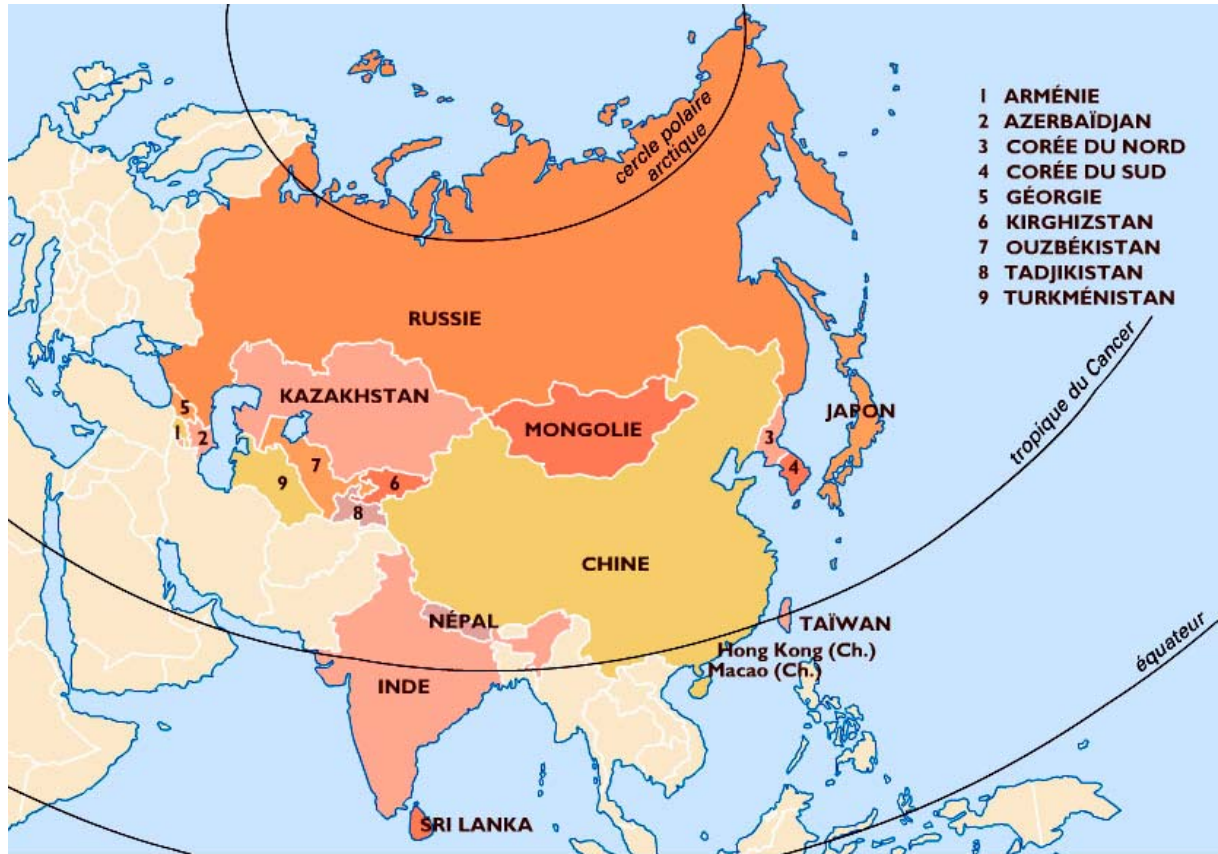
www.lemonde.fr

www.elysee.fr

www.http://satellit.sciences-po.fr

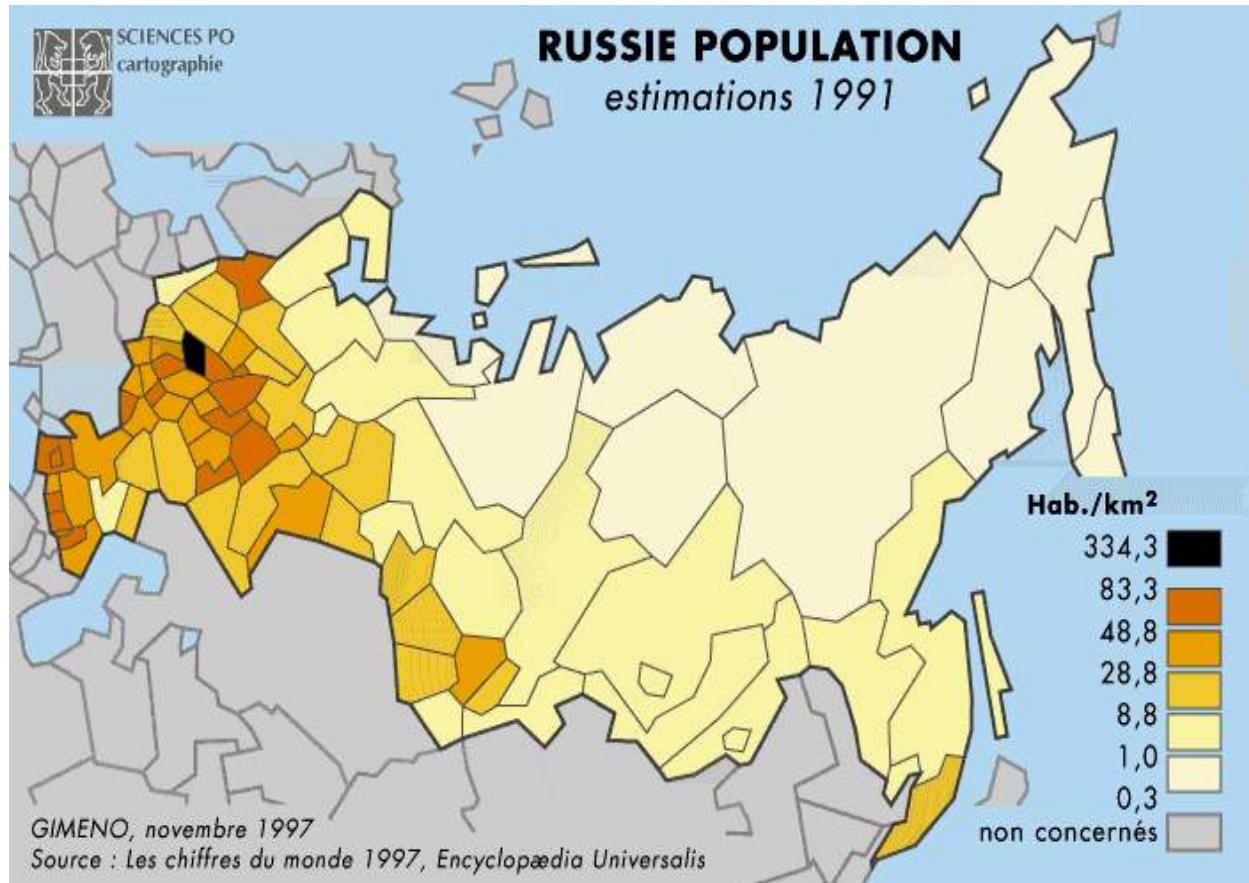
Carte n° 1

La Russie et son environnement



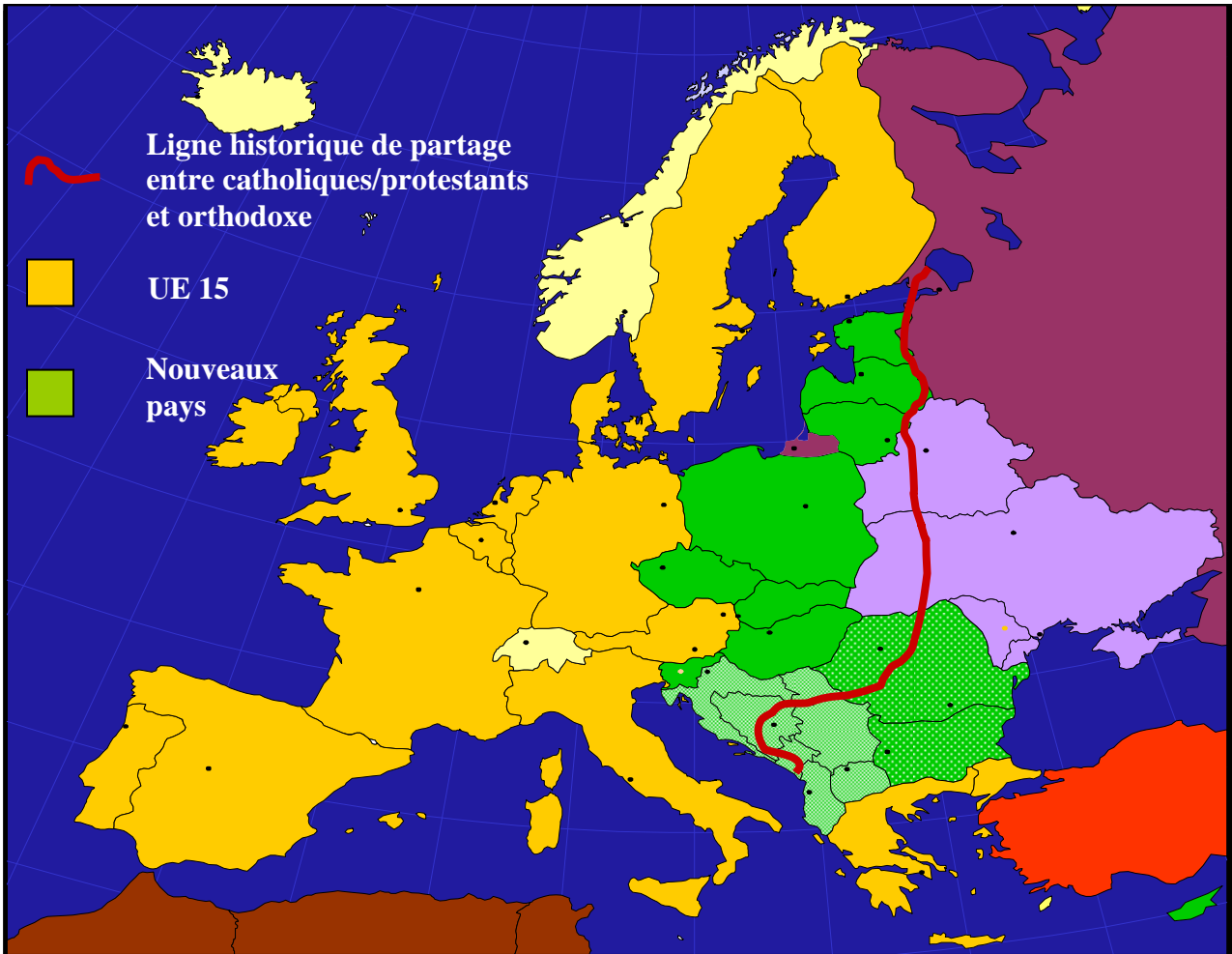
Carte n°2

Répartition de la population en Russie



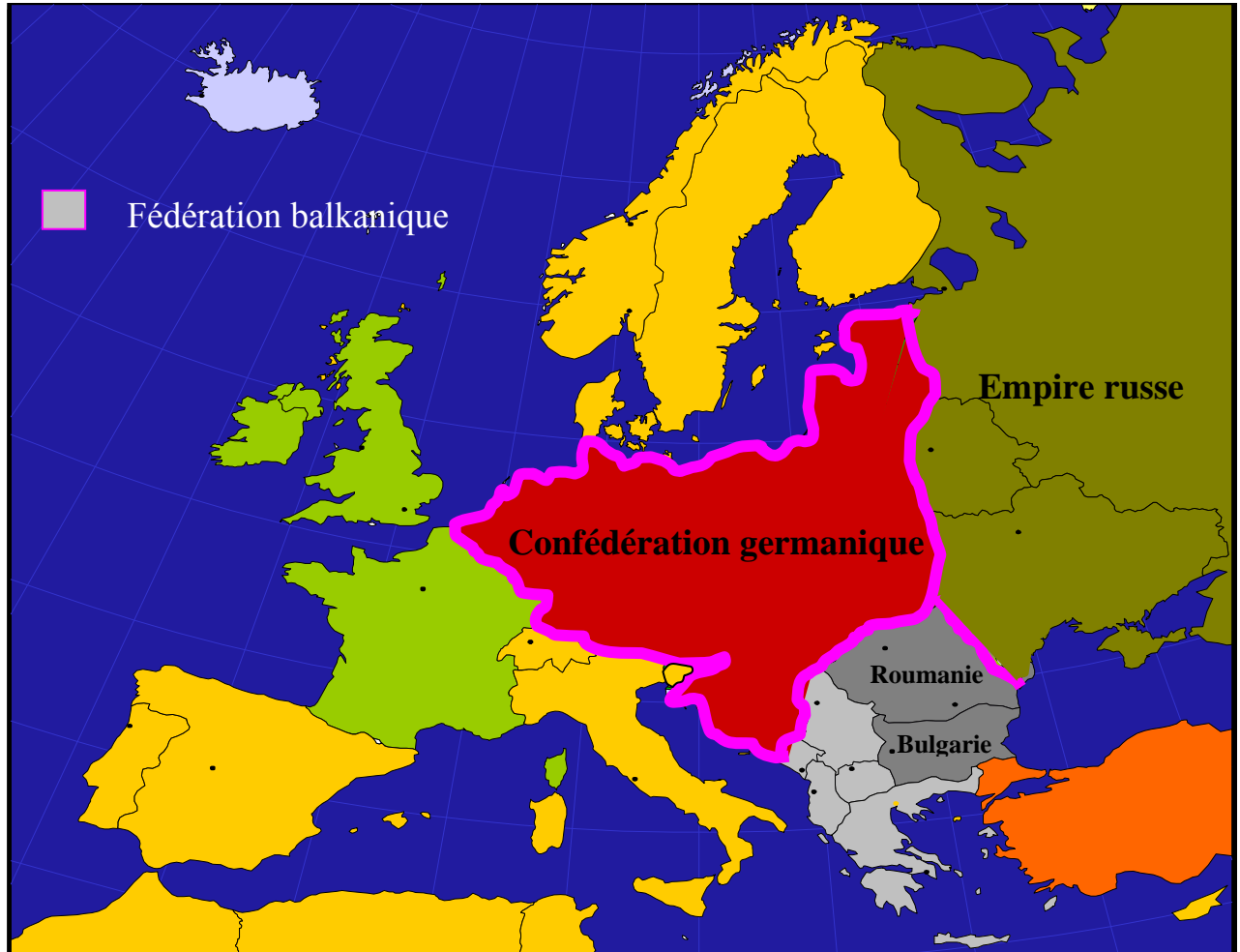
Carte n°3

L'Europe élargie à 25 membres



Carte n°4

Limite de la confédération germanique telle que définie par le congrès de Vienne en 1815.



Carte n°5

Répartition des alliances dans l'Europe de 1914.

